RAPSE
Réseau d'Action Promouvoir Sécuriser l'Emploi

La Lettre

N° 79
23 juin 2010



La carte des manifestations :
http://www.cgt.fr/spip.php?article37486

Jeudi 24 juin, pour nos retraites, tous dans la rue

Sommaire

- ✓ Retraites : chacun ses raisons de descendre dans la rue — pages 2/3
- ✓ Trois mesures alternatives pour financer les retraites — pages 4
- ✓ Economie et Politique : un N° spécial et une plaquette — pages 5/6/7

CHACUN SES RAISONS POUR DESCENDRE DANS LA RUE LE 24

Jeunes : un gâchis humain et financier

En portant à 62 ans l'âge légal de départ à la retraite, un million d'emplois qui devaient s'ouvrir pour les jeunes d'ici 2016 leur seront fermés.
Avec le CPE les jeunes criaient : « ***papa, j'ai trouvé un emploi, c'est le tien !*** ». Avec la réforme Sarkozy leurs parents pourraient leur répondre :***« mon fils, l'emploi que je ne peux quitter, c'est le tien! ».***
Face à un tel gâchis humain et financier (les dépenses d'éducation et de formation pour conduire au chômage) **.**

Le 24, les jeunes seront dans la rue.

Femmes : 67 ans pour la retraite : non!

Le report de 65 à 67 ans pour l'accès à la retraite à taux plein pour celles qui n'auront pas leurs 41,5 années de travail exigées par le projet Sarkozy, va frapper de plein fouet les femmes.
Ainsi, elles devront cotiser plus longtemps alors que leur carrière est touchée par le chômage et la précarité, que leur retraite est en moyenne 40 % moins élevée que celle des hommes (979 €, contre 1625 €), et qu'elles doivent cumuler les tâches domestiques et professionnelles.

Le 24, les femmes seront dans la rue.

Salariés à la carrière pénible :

90 % d'entre eux seraient exclus du dispositif.
Alors que la pénibilité du travail touche des corporations entières (bâtiment et travaux publics, sidérurgie, travail à la chaîne, travail de nuit,…), le projet du gouvernement n'accorderait de retraite anticipée aux salariés usés par le travail qu'au compte goutte, après examen médical, avec des procédures à la portée de contestations patronales incessantes.
Alors que les syndicats estiment à plus de 100 000 ceux qui y ont droit, le gouvernement cherche à réduire à 10 000 ceux dont la pénibilité serait reconnue.

Le 24, la France qui se lève tôt et travaille dur sera dans la rue

Fonctionnaires : la double peine

Déjà sanctionnés par le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, le projet Sarkozy veut maintenant baisser le salaire des fonctionnaires en augmentant leur cotisation retraite. C'est une escroquerie, puisque les fonctionnaires comme ceux des collectivités territoriales, par exemple, payent globalement (employeurs et salariés) des taux de cotisation bien supérieurs (31 % contre 21 %) à ceux du secteur privé.

Le 24, la fonction publique sera aussi dans la rue

Salariés et retraités: l'avenir de leur retraite en danger

Malgré les sacrifices imposés aux salariés, à qui l'on demanderait de supporter la quasi-totalité de l'effort de financement supplémentaire à venir (25 milliards en 2019 contre 5,5 milliards aux plus riches), 50 % des besoins de financement ne seraient pas assurés. Et donc, avec le plan Sarkozy, c'est encore la perspective de retraites revues à la baisse, de menaces d'allongement d'années de cotisation et de report de l'âge de la retraite qui menacerait.

Le 24 juin,
Tous ensemble pour nos retraites
et promouvoir
des alternatives au plan Sarkozy

TROIS MESURES ALTERNATIVES
• POUR FINANCER LES RETRAITES
• ET PÉRENNISER LE SYSTÈME PAR RÉPARTITION.

1ere proposition:

Une réforme de l'assiette des cotisations patronales, la modulation de leur taux pour les rendre efficaces pour l'emploi.

Aujourd'hui, plus une entreprise embauche et accroît les salaires, plus elle paye de cotisations.
Mais celle qui licencie, bloque les salaires et choisit les placements financiers contre l'emploi, en paye de moins en moins.

Ainsi la part de charges sociales dans la valeur ajoutée dans le BTP est plus du double de celle des banques, des compagnies d'assurances.

C'est injuste!

D'où la proposition d'une modulation du taux de cotisation : des taux beaucoup plus lourds pour les entreprises qui limitent les salaires et licencient *[1].

Des taux relativement plus bas pour celles qui développent les emplois, les salaires, la formation;

Cela pousserait à la création d' emplois et à l'accroissement des salaires et donc aux rentrées de cotisations sociales.

2eme proposition:

Une nouvelle cotisation sur les revenus financiers des entreprises et des institutions financières.

De 2008 à 2009, ces revenus qui ne cotisent pas à la protection sociale sont passés de 260 à 305 milliards d'euros ! Cela au détriment de l'emploi et des investissements.

Soumis au taux de la cotisation patronale sur les salaires, soit 9,9% pour les retraites, cela apporterait près de 30 milliards d'euros en ressources au système des retraites.

3eme proposition:

En finir avec les allègements de cotisations sociales patronales et agir pour baisser les charges financières du crédit aux entreprises de façon sélective.

30 milliards sont accordés annuellement aux entreprises en exonérations de cotisations sociales patronales.

Ils pourraient être utilisés, sous le contrôle des salariés et des élus, à inciter les banques à financer des investissements afin que les projets, **qui programmeraient plus d'emplois et de formations correctement rémunérés et contrôlés, voient le taux d'intérêt de leur crédit abaissé, jusqu'à devenir nul.**

Dès maintenant, des Fonds régionaux ayant pour fonction de financer de tels projets, pourraient être mis en place par les conseils régionaux, dont 21 sur 22 sont dirigés par la gauche.

*[1]*Modulation en fonction d'un rapport masse salariale / valeur ajoutée,*



Economie et Politique

publie un 44 pages spécial

sur une réforme de Progrès de la Retraite.

Ce Numéro spécial fait une analyse des réformes successives, notamment Balladur en 1993, Fillon en 2003 et Bertrand en 2008 et présente des propositions alternatives du PCF au projet Sarkozy, reprises dans une proposition de loi sur le financement des retraites.

Prix de Vente : 5€ la Plaquette

ECONOMIE & POLITIQUE

Dossier : Retraites

SOMMAIRE

1 Satisfaire la finance ou les êtres humains

Première partie : Les défis démographiques, sociaux et économiques

2 La crise des retraites dans la crise du système capitaliste

3 Pas de fatalisme du déclin démographique

Catherine Mills

5 Retraites
Le défi démographique exige d'autres politiques d'emploi et gestions d'entreprises

Frédéric Boccara

8 La sécu minée par la crise

Alain Morin

Deuxième partie : Le poids des réformes passées

10 11 mesures qui ont fait régresser les pensions et la retraite par répartition

11 De la réforme Balladur à la loi Fillon : un rabotage tous azimuts

Catherine Mills

12 Encart - Financement : l'impasse de la loi Fillon de 2003

13 Régimes spéciaux de retraite à la moulinette libérale sarkozienne

Catherine Mills

14 Le rendez-vous de 2008
Augmenter la durée de cotisations pour tous

Catherine Mills

15 Inégalités hommes/femmes par rapport à la retraite

15 Inégalités d'espérance de vie en bonne santé entre les ouvriers et cadres supérieurs

Gisèle Cailloux

16 Une attaque frontale contre les pensions de la fonction publique

Roland Perrier

17 Encart - Les effets pour les fonctionnaires de la réforme de 2003 sur le niveau des pensions pour un départ à 60 ans

17 Encart - Retraites : le grand décrochage des retraites sur les salaires

Troisième partie : La réforme gouvernementale de 2010

19 Une nouvelle étape dans l'accélération des réformes libérales

Catherine Mills

20 Le document d'orientation gouvernemental
Programmer la régression

Catherine Mills

22 Les retraites par capitalisation dans la crise
Une étude contradictoire de l'OCDE

Catherine Mills

23 Encart - L'effondrement des régimes par capitalisation

23 Encart - Système de retraite par répartition/système de retraite par capitalisation

24 Cadre idéologique de l'offensive de la droite sur les retraites

Yves Dimicoli

26 Les propositions du Parti socialiste sur les retraites
Le diable est dans les détails

Alain Morin

Quatrième partie : Un enjeu de civilisation Des propositions alternatives pour une réforme de progrès

29 Objectifs sociaux d'une réforme de progrès des retraites

Catherine Mills

30 Un nouveau financement de la retraite est possible et indispensable

Catherine Mills

31 Pour défendre la répartition, promouvoir et réformer les cotisations sociales

Catherine Mills

32 Encart - Ce que sont les revenus financiers des entreprises

33 Suppression des exonérations de cotisations patronales
Pour une relance véritable de l'emploi

Alain Morin

34 Encart - L'échec de la prétention à lutter contre les délocalisations par la baisse du coût salarial de l'emploi

35 Sécuriser l'emploi et la formation

Cécile Bidard

36 Retraite : les syndicats, associations et organisations politiques de gauche de la jeunesse prennent parti

Document

37 Un service public de promotion des personnes âgées et de leurs activités sociales, enjeu de civilisation

Paul Boccara

Quelques repères

40 Principes à défendre et à promouvoir de notre système de protection sociale

40 Régime par annuités

40 Prestations définies/cotisations définies

41 Le régime par points

41 Le principe des comptes notionnels

BON DE COMMANDE

Economie et Politique publie un 44 pages spécial sur une réforme de Progrès de la Retraite.

Organisme……
……

Nom : ……
Prénom :……;;;……

Adresse :
……
……

CP :…… Ville :……..

Téléphone : ……
Mail :
……

Pour des commandes individuelles ou groupées

4 € la plaquette + frais de port : 0,55€

A partir de 50 exemplaires = 3 € la plaquette + frais de port : 12,30€

A partir de 100 exemplaires = 2,5€ la plaquette + frais de Port : 24,60€

Retourner le Bon de Commande à
Erwan BAETE
2 place du Colonel Fabien
75019 Paris
Ou par mail à ecopo@economie-politique.org